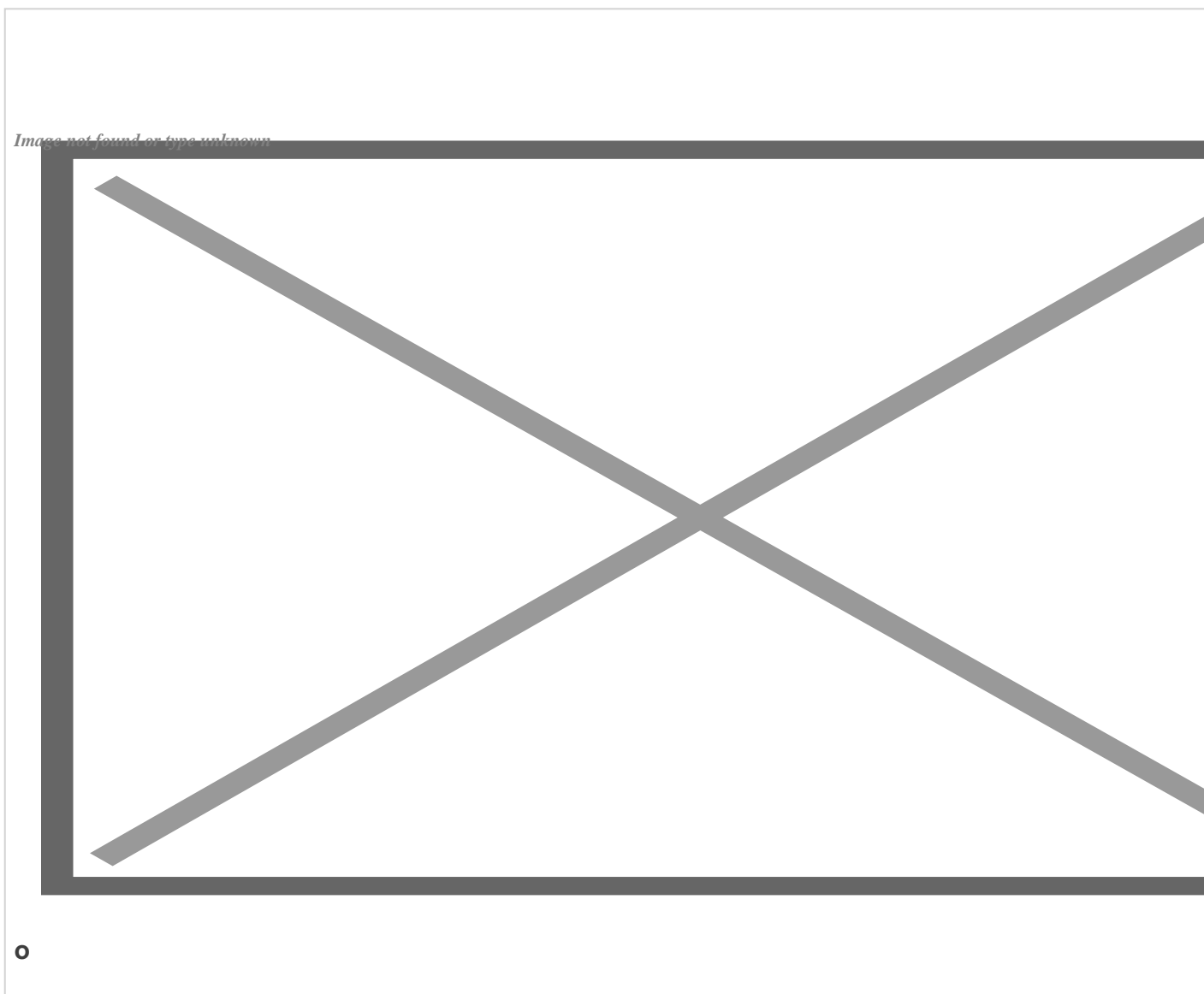


Pérou : La présidente et le Premier ministre critiqués pour leur silence sur la répression



La Havane, 29 septembre, (RHC)- Le silence de la présidente péruvienne, Dina Boluarte, et l'évitement du Premier ministre, Alberto Otarola, face à une interrogation sur les morts dans les opérations policières et militaires contre les protestations sociales ont suscité jeudi de vives critiques au Pérou.

L'un des avocats des victimes abattues lors des manifestations antigouvernementales qui ont débuté en décembre 2022 a déclaré que les accusations mettent en cause l'attitude de la présidente et du Premier ministre.

Et pourtant, ils ont tous les deux nié leurs responsabilités.

La présidente s'est limitée à garder le silence et à affirmer qu'elle avait déjà répondu aux questions du ministère public lors d'une précédente comparution et, par l'intermédiaire de son avocat Joseph Campos, elle a demandé que les enquêtes sur les crimes présumés de génocide, d'homicide aggravé et de blessures graves soient classées sans suite.

Alberto Otarola a maintenu une attitude similaire à son tour. Selon les informations, il a écouté une à une les questions du bureau du procureur, du ministère public et de la partie civile, représentant les familles des victimes, mais il a répété à plusieurs reprises qu'il avait déjà répondu auparavant ou qu'il le ferait plus tard par écrit.

Le secrétaire général de la Coordination nationale des droits de l'homme (CNDDHH), Miguel Jugo, a déclaré que "tant Boluarte qu'Otarola ont montré qu'ils ne cherchent pas à connaître la vérité dans le cas des massacres" qui ont fait une cinquantaine de victimes lors des émeutes.

L'activiste humanitaire estime qu'il est honteux que les responsables se taisent et "n'aient pas le courage d'assumer leur responsabilité" dans ces morts.

"Ils disent qu'ils vont soutenir les enquêtes, mais ils ne donnent pas leurs versions, ils veulent tenir pour seuls responsables les auteurs matériels et attendent de voir ce qu'ils disent avant de donner une réponse, dans une manœuvre évidente qui cherche à tirer profit de leur statut de hauts fonctionnaires", a-t-il ajouté.

M. Jugo et l'ancienne Première ministre Mirtha Vasquez ont également critiqué Otarola pour ce qu'ils considèrent comme une menace répressive qui détériore l'image internationale de l'administration Boluarte.

Le Premier ministre a déclaré cette semaine, en faisant référence aux manifestations antigouvernementales, que le gouvernement avait fait face à 500 manifestations violentes et qu'il n'allait pas hésiter à agir de la même manière à l'avenir.

"Après les dizaines de morts, sans direction pour gouverner, accusé d'avoir commis des crimes, Otarola veut faire croire aux hommes d'affaires qu'il peut garantir la paix et la stabilité pour leurs investissements ; ce gouvernement n'est que la garantie d'un chaos accru", a déclaré Mirtha Vasquez, faisant allusion au fait que cette déclaration a été faite devant un auditoire d'hommes d'affaires du secteur minier.

Jugo a accusé le Premier ministre de mentir, car les organismes internationaux qui ont enquêté sur les manifestations les ont créditées de 500 manifestations, mais ont estimé qu'elles étaient pacifiques.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/335418-perou-la-presidente-et-le-premier-ministre-critiques-pour-leur-silence-sur-la-repression>



Radio Habana Cuba